

**Avenant n°5 en date du 30 avril 2025**  
**à la convention constitutive en date du 19 octobre 2018**  
**du Groupement de Coopération Médico-sociale**  
**Paris, les Aînés d'Abord !**

**ENTRE LES SOUSSIGNÉS**

**1) L'Association Petits Frères des Pauvres PFP-AGE**

Régie par la loi du 31 juillet 1901

Association déclarée dont le siège social est 19, cité Voltaire 75011 PARIS, immatriculée sous le numéro SIREN 441 393 675

Représentée par Monsieur Alain Villez, son Président

Ci-après désignée « les Petits Frères des Pauvres »

**2) La société Lulu dans ma rue**

Régie par le code du commerce

Société par actions simplifiée dont le siège social est 118-130 avenue Jean Jaurès 75019 PARIS, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 821 176 344

Représentée par Monsieur Charles-Edouard Vincent, son Président

Ci-après désignée « Lulu dans ma rue »

**3) L'Association Autonomie Paris Saint-Jacques - Maison des Aînés et des Aidants Centre**

Régie par la loi du 31 juillet 1901

Association déclarée dont le siège social est 11, rue de l'École de Médecine 75006 PARIS, immatriculée sous le numéro SIREN 434 235 834

Représentée par Monsieur Christian Freynet, son Président

Ci-après désignée « APSJ »

## PREAMBULE

Dans le cadre de la réponse à l'appel à projet portant création d'un service expérimental d'accompagnement des seniors parisiens afin de prévenir et de lutter contre l'isolement, la présente convention a pour objet de fédérer trois structures ayant fait acte de candidature unique et ayant emporté cet appel à projet.

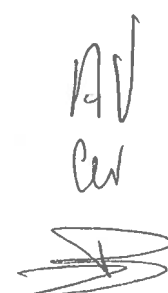
Ces trois structures, les Petits Frères des Pauvres, Lulu dans ma rue et Autonomie Paris Saint-Jacques/Maison des Aînés et des Aidants Centre s'associent dans le cadre du groupement **Paris, les Aînés d'abord** afin de mettre à disposition du groupement leurs compétences et savoir-faire complémentaires :

- L'association **les Petits Frères des Pauvres PFP-AGE**, membre de l'Ensemble Petits Frères des Pauvres, association gestionnaire d'établissements, qui accompagne des personnes, en priorité de plus de 50 ans, souffrant de solitude, de pauvreté, d'exclusion ou de maladies graves et lutte contre l'isolement.
- **Autonomie Paris Saint-Jacques portant la Maison des Aînés et des Aidants Centre**, est une association loi 1901 à but non lucratif. Sa mission consiste à accompagner les personnes âgées en perte d'autonomie et leurs aidants. Ses équipes ont toujours porté un intérêt particulier à la prise en compte des personnes âgées isolées. Elles ont ainsi développé des initiatives de lutte contre l'isolement telles que LIENS et exercent une veille auprès des personnes les plus isolées notamment.
- **Lulu dans ma rue**, entreprise sociale et solidaire dont l'objectif est de favoriser l'activité économique localement par le développement des petits services de proximité, assurant à cet effet une prestation de conciergerie de quartier, mettant en relation des micro-entrepreneurs déclarés - dits « *Lulus* » - avec des clients du même quartier pour des petits services du quotidien, reconnue notamment pour sa capacité à créer une identité visuelle et à assurer une qualité de service dans le cadre de ses conciergeries de quartier.

Outre ces complémentarités qui sont autant de synergies, le groupement bénéficie d'un réseau physique dense sur Paris, gage de proximité de service. Le groupement se fonde sur des valeurs essentielles au succès du service et qui animent chacun des membres du groupement :

- **La fraternité entre les générations** : favoriser la mobilisation citoyenne et créer du lien social,
- **L'inclusion sociale** : pour les aînés, se réinscrire dans une citoyenneté et pour les bénévoles, trouver une utilité sociale à travers les accompagnements,
- **La proximité** : privilégier une présence et une inscription dans les quartiers en s'appuyant sur les acteurs locaux : associations et habitants.

Les soussignés sont convenus des stipulations qui suivent :



## Article 1 - Modification de la convention constitutive

### 1. Modification de l'article 1 (Promoteurs)

Un groupement de coopération médico-sociale est constitué entre les soussignés :

**1) L'Association Petits Frères des Pauvres PFP-AGE**

Régie par la loi du 31 juillet 1901

Association déclarée dont le siège social est 19, cité Voltaire 75011 PARIS, immatriculée sous le numéro SIREN 441 393 675

Représentée par ~~Monsieur Michel Christolhomme, son Vice-président~~, **Monsieur Alain Villez, son Président**

Ci-après désignée « les Petits Frères des Pauvres »

**2) La société Lulu dans ma rue**

Régie par le code du commerce

Société par actions simplifiée dont le siège social est 118-130, avenue Jean Jaurès 75019 PARIS immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 821 176 344

Représentée par Monsieur Charles-Edouard Vincent, son Président

Ci-après désignée « Lulu dans ma rue »

**3) L'Association Autonomie Paris Saint-Jacques- Maison des Aînés et des Aidants Centre**

Régie par la loi du 31 juillet 1901

Association déclarée dont le siège social est 11, rue de l'École de Médecine 75006 PARIS, immatriculée sous le numéro SIREN 434 235 834

Représentée par Monsieur Christian Freynet, son Président

Ci-après désignée « APSJ »

**4) ~~Monsieur Marc Loiseau~~**

~~Né le 10 juillet 1951 à Oran (Algérie), de nationalité française et demeurant 39 quai de Jemmapes, 75010 Paris~~

Ci-après désigné « ~~Monsieur Loiseau~~ »

## Article 2 - Absence de novation

Les soussignés reconnaissent que le présent avenant n'emporte pas novation des stipulations de la convention constitutive et que les stipulations de la convention constitutive qui ne sont pas expressément modifiées par le présent avenant demeurent inchangées, restent en vigueur et continuent à produire leur plein effet.



À compter de la date des présentes, toute référence à la convention constitutive devra être considérée comme faisant référence à la convention constitutive telle que modifiée, dont le texte consolidé figure en Annexe des présentes.

### Article 3 - Formalités

Conformément aux stipulations de l'article 21 (*Avenants*) de la convention constitutive, le présent avenant (i) a été adopté par l'assemblée générale du groupement en date de ce jour, selon les modalités prévues à l'article 16 (*Assemblée générale*) de la convention constitutive, et (ii) devra faire l'objet d'une approbation des autorités compétentes et être publié conformément aux textes en vigueur, l'assemblée générale du groupement en date de ce jour ayant donné mandat à l'administrateur ou à toute autre personne expressément désignée à cet effet pour accomplir les formalités nécessaires.

Fait à Paris, le 30 avril 2025 en quatre exemplaires, un pour le groupement et trois pour le préfet du département en vue de son approbation.

*Signatures des membres*

#### L'Association Petits Frères des Pauvres PFP-AGE

Représentée par Monsieur Alain Villez, son Président



La société Lulu dans ma rue

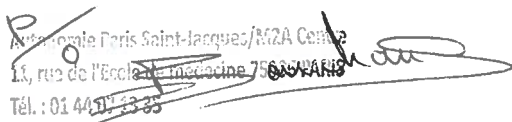
Représentée par Monsieur Charles-Edouard Vincent, son Président



**LULU DANS MA RUE**  
118 AVE JEAN JAURÈS 75019 PARIS  
SAS AU CAPITAL DE 13 896€  
TVA FR62821176344  
SIRET 82117634400041 RCS PARIS

L'Association Autonomie Paris Saint-Jacques - Maison des Aînés et des Aidants Centre

Représentée par Monsieur Christian Freynet, son Président



Autonomie Paris Saint-Jacques / MZA Centre  
11, rue de l'École de Médecine 75005 PARIS  
Tél. : 01 44 07 13 33

**ANNEXE - TEXTE CONSOLIDÉ**  
**DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE MODIFIÉE**

**Convention constitutive en date du 19 octobre 2018  
telle que modifiée par avenant n°1, par avenant n°2  
en date du 26 septembre 2019, par avenant n°3 en date du  
9 septembre 2021, par avenant n°4 en date du 26 avril  
2022 et par avenant n°5 en date du 30 avril 2025**

**du Groupement de Coopération Médico-sociale**

**Paris les Aînés d'Abord !**

*(texte consolidé)*

**PREAMBULE**

Dans le cadre de la réponse à l'appel à projet portant création d'un service expérimental d'accompagnement des seniors parisiens afin de prévenir et de lutter contre l'isolement, la présente convention a pour objet de fédérer trois structures ayant fait acte de candidature unique et ayant emporté cet appel à projet.

Ces trois structures, les Petits Frères des Pauvres, Lulu dans ma rue et Autonomie Paris Saint-Jacques/Maison des Aînés et des Aidants Centre s'associent dans le cadre du groupement **Paris, les Aînés d'abord !** afin de mettre à disposition du groupement leurs compétences et savoir-faire complémentaires :

- L'association **les Petits Frères des Pauvres PFP-AGE**, membre de l'Ensemble Petits Frères des Pauvres, association gestionnaire d'établissements, qui accompagne des personnes, en priorité de plus de 50 ans, souffrant de solitude, de pauvreté, d'exclusion ou de maladies graves et lutte contre l'isolement.
- **Autonomie Paris Saint-Jacques portant la Maison des Aînés et des Aidants Centre**, est une association loi 1901 à but non lucratif. Sa mission consiste à accompagner les personnes âgées en perte d'autonomie et leurs aidants. Ses équipes ont toujours porté un intérêt particulier à la prise en compte des personnes âgées isolées. Elles ont ainsi développé des initiatives de lutte contre l'isolement telles que LIENS et exercent une veille auprès des personnes les plus isolées notamment.
- **Lulu dans ma rue**, entreprise sociale et solidaire dont l'objectif est de favoriser l'activité économique localement par le développement des petits services de proximité, assurant à cet effet une prestation de conciergerie de quartier, mettant en relation des micro-entrepreneurs déclarés - dits « *Lulus* » - avec des clients du même quartier pour des petits services du quotidien, reconnue notamment pour sa capacité à créer une identité visuelle et à assurer une qualité de service dans le cadre de ses conciergeries de quartier.

Outre ces complémentarités qui sont autant de synergies, le groupement bénéficie d'un réseau physique dense sur Paris, gage de proximité de service. Le groupement se fonde sur des valeurs essentielles au succès du service et qui animent chacun des membres du groupement :

- **La fraternité entre les générations** : favoriser la mobilisation citoyenne et créer du lien social,

- **L'inclusion sociale** : pour les aînés, se réinscrire dans une citoyenneté et pour les bénévoles, trouver une utilité sociale à travers les accompagnements,
- **La proximité** : privilégier une présence et une inscription dans les quartiers en s'appuyant sur les acteurs locaux : associations et habitants.

Les soussignés sont convenus des stipulations qui suivent :

## **TITRE 1 - CONSTITUTION**

### **Article 1 - Promoteurs**

Un groupement de coopération médico-sociale est constitué entre les soussignés :

**1) L'Association Petits Frères des Pauvres PFP-AGE**

Régie par la loi du 31 juillet 1901

Association déclarée dont le siège social est 19, cité Voltaire 75011 PARIS, immatriculée sous le numéro SIREN 441 393 675

Représentée par Monsieur Alain VILLEZ, son Président

Ci-après désignée « les Petits Frères des Pauvres »

**2) La société Lulu dans ma rue**

Régie par le code du commerce

Société par actions simplifiée dont le siège social est 118-130 avenue Jean Jaurès 75019 PARIS, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 821 176 344

Représentée par Monsieur Charles-Edouard Vincent, son Président

Ci-après désignée « Lulu dans ma rue »


**3) L'Association Autonomie Paris Saint-Jacques - Maison des Aînés et des Aidants Centre**

Régie par la loi du 31 juillet 1901

Association déclarée dont le siège social est 11, rue de l'École de Médecine 75006 PARIS, immatriculée sous le numéro SIREN 434 235 834

Représentée par Monsieur Christian Freynet, son Président

Ci-après désignée « APSJ »

A.V.  
Cw  


## **Article 2 - Dénomination**

Le groupement de coopération médico-sociale, ci-après désigné le groupement, est nommé : Paris, les Aînés d'abord !

Dans tous les actes et documents émanant du groupement et destinés aux tiers, devra figurer cette dénomination suivie de la mention : « Groupement de Coopération Médico-sociale ».

## **Article 3 - Statut**

Ce groupement de coopération médico-sociale est une personne morale de droit privé régie par les articles L. 312-7 et R.312-194-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles ainsi que par les dispositions pertinentes du code de la santé publique, les textes en vigueur et par la présente convention.

## **Article 4 - Siège**

Le siège du groupement se situe 19, cité Voltaire 75011 PARIS.  
Il peut être transféré en tout autre lieu par décision de l'assemblée générale du groupement.

## **Article 5 - Objet**

Pour satisfaire aux objectifs précisés en préambule le groupement a pour objet :

- de mutualiser les fonctions administratives et comptables ;
- de mettre en commun des ressources humaines, des supports logistiques et d'information ;
- de créer un service d'accompagnement se traduisant par :
  - ☐ la mise à disposition d'une plateforme numérique adaptée pour la réception des appels, le suivi des demandes et leur traitement,
  - ☐ l'élaboration de protocoles d'intervention,
  - ☐ le suivi, la coordination des services et des interventions,
  - ☐ l'évaluation continue du dispositif, de la qualité des prestations et services rendus auprès des personnes accompagnées,
  - ☐ l'organisation de l'analyse des pratiques ;
- d'organiser des actions de formation à destination des équipes opérationnelles du groupement et des bénévoles et de prévoir un programme de sensibilisation citoyenne;
- de mettre en place un observatoire social composé d'experts et de chercheurs en vue de faire évoluer le dispositif notamment sur la base des préconisations de l'observatoire ;
- d'organiser un système d'échange et de partage d'information entre les membres.

Le groupement créera les conditions favorables à la mise en application du cahier des charges de l'appel à projet.

Conformément au principe de spécialité opposable aux personnes morales tant de droit privé que de droit public, toute compétence que les membres n'auraient pas expressément confiée au groupement relève exclusivement de la responsabilité respective de chacun des membres.

## **Article 6 - Durée**

Le groupement est constitué pour une durée indéterminée.



## **Article 7 - Capital et apport**

Le groupement est constitué sans capital ni apports initiaux.

Les membres du groupement déclarent ne faire aucun apport en nature à la date de constitution du groupement.

Toutefois un appel en capital pourra avoir lieu sur décision de l'assemblée générale si et seulement si les modalités de financement du groupement Paris, les Aînés d'abord ! le nécessitaient.

Le capital du groupement pourra être modifié par décision de l'assemblée générale.

Tout apport en nature doit être mentionné dans un inventaire annexé aux présentes.

## **TITRE II - DROITS ET OBLIGATIONS DES MEMBRES**

### **Article 8 - Droits sociaux et obligations des membres**

Tous les membres du groupement ont des droits identiques.

Les membres du groupement ont les droits et obligations qui résultent des dispositions légales ou réglementaires, de la présente convention constitutive et du règlement intérieur.

En sus des informations données lors des assemblées générales, chaque membre a le droit d'être informé à tout moment sur l'activité du groupement.

Chaque membre est tenu de communiquer aux autres toutes les informations nécessaires à la réalisation de l'objet du groupement. Le défaut de production des informations peut être considéré comme un manquement grave.

Les membres du groupement ne sont pas solidaires entre eux.

### **Article 9 - Admission d'un nouveau membre**

Le groupement peut admettre de nouveaux membres. Cette admission est permise aux personnes morales comme aux personnes physiques.

Les candidatures sont soumises à l'assemblée générale qui délibère sur l'admission du nouveau membre.

En cas de constitution de nouvelle structure par absorption ou par fusion d'un ou plusieurs membres du groupement, la nouvelle structure devra demander son admission.

Tout nouveau membre est réputé adhérer de plein droit aux stipulations de la présente convention et de ses annexes, ainsi qu'à toutes les décisions déjà prises par les instances du groupement et qui s'appliqueraient aux membres de celui-ci.

L'admission d'un nouveau membre donnera lieu à un avenant à la présente convention constitutive.

## **Article 10 - Retrait d'un membre**

En cours d'exécution de la convention, tout membre peut se retirer du groupement à l'expiration d'un exercice budgétaire.

Le membre du groupement désirant se retirer doit notifier son intention à l'administrateur du groupement par courrier recommandé avec demande d'avis de réception, moyennant un préavis de six mois avant la fin de l'exercice budgétaire considéré sauf cas de force majeure dûment justifié. L'administrateur informera sans délai le président et les membres du groupement de cette intention de retrait.

Lors du retrait d'un membre, l'assemblée générale constate par délibération le retrait du membre, détermine les conditions dans lesquelles, d'une part l'activité menée en commun pour le compte des membres peut être continuée, d'autre part les éventuels équipements communs peuvent être utilisés par les membres restants. L'assemblée générale arrête la date effective du retrait.

Le membre sortant reste tenu de ses dettes échues ou à échoir au jour de son retrait effectif et constatées en comptabilité.

Le retrait d'un membre donnera lieu à un avenant à la présente convention constitutive.

## **Article 11 - Exclusion d'un membre**

L'exclusion d'un membre ne peut être prononcée par l'assemblée générale qu'en cas de manquements graves et répétés aux obligations définies par les articles R. 312-194-1 à R. 312-194-25 du code de l'action sociale et des familles ou par la présente convention ou par le règlement intérieur ou par les délibérations de l'assemblée générale, et à défaut de régularisation, dans le mois qui suit la mise en demeure adressée par le président et demeurée sans effet.

En cas d'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire dirigée contre un membre du groupement, ce dernier pourra faire l'objet d'une décision d'exclusion.

La procédure de conciliation prévue à l'article 19 des présentes doit être engagée par le président dans le mois qui suit la mise en demeure.

A défaut de régularisation ou si la conciliation n'aboutit pas, l'exclusion est décidée par l'assemblée générale convoquée par le président, dans les conditions visées à l'article 16 des présentes.

Le membre dont l'exclusion est demandée est obligatoirement entendu par l'assemblée générale, convoquée au minimum 15 jours à l'avance. Il ne prend pas part au vote et sa voix n'est pas prise en compte pour les règles de quorum et de majorité. S'il ne peut être présent ou représenté à cette assemblée générale, il fera parvenir au groupement, à l'intention de cette dernière, un écrit exposant ses explications ou moyens de défense.

Lors de cette assemblée générale les voix exprimées en faveur de l'exclusion doivent représenter la moitié au moins des voix des membres présents ou représentés. La décision de l'assemblée générale n'est pas susceptible de recours.

La répartition des droits statutaires telle que définie à l'article 8 donne lieu à régularisation qui est effective à compter de l'exclusion ; jusqu'à son exclusion, la voix de l'exclu est prise en compte pour l'application des règles de quorum et de majorité.

Le membre exclu reste tenu de ses dettes échues ou à échoir au jour de son exclusion effective et constatées en comptabilité.

L'exclusion d'un membre donnera lieu à un avenant à la présente convention constitutive.

### **TITRE III - FONCTIONNEMENT**

#### **Article 12 - Règlement intérieur**

L'assemblée générale adopte un règlement intérieur relatif au fonctionnement du groupement. Ce règlement prévoit notamment :

- ☐ le fonctionnement de l'assemblée générale, du bureau, du comité opérationnel et des autres comités ou commissions,
- ☐ les conditions relatives aux personnels,
- ☐ les sanctions pour non-respect des termes contractuels.

Par leur adhésion les membres ou futurs membres s'obligent à en respecter les clauses.

#### **Article 13 - Budget et comptes**

Le groupement ne donne pas lieu à la réalisation et au partage de bénéfices. L'exercice budgétaire commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de chaque année. Le budget est voté en équilibre.

Le budget approuvé chaque année par l'assemblée générale inclut l'ensemble des opérations de recettes et de dépenses prévues pour l'exercice.

Les ressources du groupement permettant le financement des activités proviennent ou peuvent provenir :


- des participations des membres :
  - soit en numéraire sous forme de contribution financière ou dotation,
  - soit en nature sous forme de mise à disposition de locaux ou matériel ou par l'intervention de professionnels. Les mises à disposition de personnels par les membres du groupement constituent des participations en nature qui sont valorisées et remboursées à l'euro près par le groupement au membre concerné;
- des financements de la Ville de Paris, de la conférence des financeurs, de l'Agence régionale de santé ou de toute institution publique ;
- des dons et legs.

La comptabilité du groupement est tenue selon les règles du droit privé dans les conditions visées à l'article R. 312-194-16 du code de l'action sociale et des familles.

En fin d'exercice, il sera dressé :

- un bilan,
- un compte de résultat et son annexe,
- un rapport d'activité faisant apparaître les indicateurs d'activité en fonction des objectifs définis.

Les comptes sont certifiés annuellement par un commissaire aux comptes.

A.S.  
cew  


## **Article 14 - Personnel**

Le groupement peut être employeur et le personnel est recruté sous la convention collective FEHAP des établissements privés à but non lucratif.

Cependant, par principe, les membres du groupement s'efforceront de mettre à la disposition du groupement les personnels correspondant quantitativement et qualitativement aux moyens humains nécessaires à la réalisation de son objet.

Les personnels mis à la disposition du groupement conservent leur statut initial et restent régis par les dispositions qui leur sont applicables (code du travail, conventions collectives, réglementation relative à la fonction publique,...).

Les conditions de cette mise à disposition sont établies par voie de convention.

## **TITRE IV - INSTANCES**

### **Article 15 - Instances**

Les instances du groupement sont :

- ☐ l'assemblée générale,
- ☐ le bureau,
- ☐ l'administrateur,
- ☐ le comité opérationnel.

### **Article 16 - Assemblée générale**

#### **16-1 Composition et présidence**

L'assemblée générale se compose de tous les membres du groupement.

Chaque personne morale membre délègue un représentant titulaire : son président ou son représentant.

Si l'un des représentants à l'assemblée générale perd la qualité lui permettant de siéger, le membre qu'il représente pourvoit dans les meilleurs délais à son remplacement et en informe immédiatement l'administrateur du groupement.

Les fonctions de représentant à l'assemblée générale sont bénévoles.

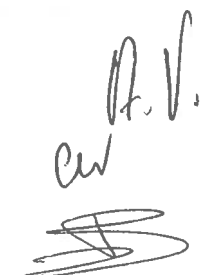
L'assemblée générale élit son président; son mandat est de trois ans. Il est renouvelable une fois.

En cas d'empêchement ou d'absence du président, la présidence est assurée par le représentant de l'un des membres du bureau.

#### **16-2 Réunion - convocation**

L'assemblée générale se réunit aussi souvent que l'intérêt du groupement l'exige et au moins une fois par an, sur convocation du président.

Elle se réunit également de droit à la demande du tiers au moins de ses membres sur un ordre du jour déterminé.

Handwritten signature and initials in the bottom right corner of the page.

En cas d'urgence et si tous les membres sont présents, l'assemblée générale peut être tenue sur le champ sur un ordre du jour déterminé par les membres.

Si le président du groupement ne défère pas, dans un délai de 15 jours, à la demande de convocation présentée par le tiers au moins des membres du groupement sur un ordre du jour déterminé, ces derniers convoquent eux-mêmes l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par écrit 15 jours au moins à l'avance, et en cas d'urgence, 48 heures au moins à l'avance.

La convocation fixe l'ordre du jour et le lieu de réunion.

Sont joints à la convocation tous les documents nécessaires aux membres pour l'exercice de leurs droits. En outre, sont joints à la convocation en vue de l'assemblée générale statuant sur les comptes annuels, les documents financiers correspondants.

### **16-3 Délibérations**

L'assemblée générale délibère sur les questions relevant de sa compétence selon les termes de la présente convention et notamment :

- 1- la désignation du bureau ;
- 2- la nomination et la révocation de l'administrateur, sur proposition du bureau, et le choix du commissaire aux comptes ;
- 3- l'admission de nouveaux membres ;
- 4- l'exclusion d'un membre ;
- 5- l'adoption du budget annuel et l'approbation des comptes de chaque exercice et l'affectation des résultats ;
- 6- le cas échéant, les conditions de remboursement des indemnités de mission de l'administrateur ;
- 7- les modalités selon lesquelles chacun des membres s'engage à communiquer aux autres toutes les informations nécessaires à la réalisation de l'objet du groupement ;
- 8- les conditions d'intervention des professionnels des secteurs sociaux, médico-sociaux et sanitaires, des professionnels salariés du groupement ainsi que des professionnels associés par convention ;
- 9- toute modification de la convention constitutive ;
- 10- l'adoption et la modification du règlement intérieur du groupement ;
- 11- l'adhésion à une structure de coopération ou le retrait de l'une d'elles ;
- 12- les actions en justice et les transactions dans lesquelles le groupement serait impliqué ;
- 13- la dissolution du groupement ainsi que les mesures nécessaires à sa liquidation.

Dans les autres matières, l'assemblée générale peut donner délégation au bureau.

Le règlement intérieur détermine les modalités de fonctionnement de l'assemblée générale et les règles selon lesquelles les membres peuvent saisir le président d'une demande de convocation à tout moment de l'assemblée générale.

L'assemblée générale du groupement ne peut valablement délibérer que si 50 % au moins de ses membres sont présents ou représentés ; un membre ne peut représenter plus d'un autre membre du groupement.

A défaut de quorum, l'assemblée générale est à nouveau convoquée dans un délai de quinze jours et peut valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

En cas d'urgence, ce délai est ramené à huit jours.

Chaque membre du groupement dispose d'une voix à l'assemblée générale.

Toutes les délibérations de l'assemblée générale sont prises à la majorité qualifiée des quatre cinquièmes des voix des membres présents ou représentés.

Toutefois, les délibérations relatives à la modification de la convention constitutive doivent être adoptées à l'unanimité et les délibérations relatives à l'exclusion d'un membre à la majorité prévue à l'article 11 ci-avant.

Les délibérations de l'assemblée générale obligent tous les membres du groupement.

Les délibérations de l'assemblée générale sont consignées dans un procès-verbal ; celui-ci est signé par le président et le secrétaire de séance.

### **Article 17 - Bureau**

L'assemblée générale constitue en son sein un bureau, composé des trois membres fondateurs parmi lesquels sont élus :

- ☐ un président de l'assemblée générale,
- ☐ un secrétaire général,
- ☐ un trésorier.

Le président doit être le représentant de l'un des membres fondateurs.

Le bureau a notamment pour mission :

- de proposer l'administrateur et de nommer les quatre autres membres du comité opérationnel : le pilote et les trois représentants des structures ;
- de contribuer à définir la politique générale du groupement ;
- de proposer et d'approuver le budget annuel ;
- de recevoir et analyser les propositions du groupement ;
- de proposer les évolutions en matière d'activités médico-sociales du groupement ;
- d'évaluer la qualité des actions et de les valider.

Le bureau se réunit autant que de besoin et au moins une fois par trimestre. Aucune rémunération ne sera reconnue aux membres du bureau.

Le bureau peut s'adjoindre ou entendre toute personne qualifiée.

Le règlement intérieur détermine les modalités de fonctionnement du bureau.

### **Article 18 - Pilotage**

#### **18-1 Administrateur**

Le groupement est administré par un administrateur personne physique nommé par l'assemblée générale sur proposition du bureau parmi les personnes physiques ou les représentants des personnes morales, membres du groupement, pour une durée de trois ans renouvelable.

L'administrateur est révocable à tout moment par l'assemblée générale sur proposition du bureau.

La fonction d'administrateur ne donne pas lieu à rémunération.

L'administrateur assure l'administration générale et la gestion globale du groupement. A cet effet, il reçoit du bureau toutes délégations utiles ; ces délégations peuvent lui être retirées à tout moment.

L'administrateur prépare la tenue des assemblées générales et exécute leurs décisions. L'administrateur représente le groupement dans tous les actes de la vie civile et en justice, dans le cadre des dispositions de l'article 16-3. Dans les rapports avec les tiers, il engage le groupement pour tout acte entrant dans l'objet de ce dernier.

Il prépare et assure l'exécution du budget adopté par l'assemblée générale sur proposition du bureau.

Il exerce son autorité fonctionnelle sur les personnels mis à la disposition du groupement.

L'administrateur peut donner délégation, notamment au pilote chargé d'assister l'administrateur dans ses fonctions opérationnelles, dans des conditions précisées par le règlement intérieur, notamment en ce qui concerne la coordination des personnels mis à disposition du groupement et la préparation et l'exécution du budget.

Dans ce cas, la délégation mentionne obligatoirement :

- 1° Le nom et la fonction du bénéficiaire de la délégation,
- 2° La désignation des actes délégués,
- 3° Les conditions particulières de la délégation.

L'administrateur participe au comité opérationnel et est garant de sa bonne tenue.

## **18-2 Comité opérationnel**

Le pilotage est assuré par le comité opérationnel qui est composé de l'administrateur, du pilote et d'un représentant de chacune des structures.

Il a notamment pour missions :

- d'assister l'administrateur en tant que de besoin dans la gestion et le fonctionnement quotidien du groupement ;
- de donner un avis sur toutes les questions relatives aux conditions de fonctionnement et à l'organisation du travail au sein du groupement ;
- d'étudier les problèmes collectifs posés par la coordination des personnels ;
- de régler les problèmes de gestion des ressources humaines, notamment les problèmes de statut.

Le comité opérationnel rend compte au bureau.

Le règlement intérieur détermine les modalités de fonctionnement du comité opérationnel.

AIJ  
clw  


## **TITRE V- CONCILIATION-DISSOLUTION - LIQUIDATION**

### **Article 19 - Conciliation - Contentieux**

En cas de différend ou de litige survenant entre les membres du groupement ou encore, entre le groupement lui-même et l'un de ses membres à raison de la présente convention ou de ses suites, ou en cas de volonté de retrait de l'un des membres, les parties s'engagent expressément à soumettre leur différend ou la proposition de retrait à deux conciliateurs qu'elles auront respectivement désignés.

Une solution amiable est recherchée dans un délai maximum de trois mois à compter de la date à laquelle la désignation du premier conciliateur est notifiée aux autres membres et au président, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La proposition de solution amiable est soumise à une assemblée générale spécialement convoquée qui rend un avis.

Faute d'accord dans le délai d'un mois à compter de l'avis émis par l'assemblée générale, la juridiction compétente pourra être saisie ou la procédure de retrait poursuivie.

### **Article 20 - Dissolution et liquidation**

Le groupement peut être dissout par décision de l'assemblée générale, notamment du fait de la réalisation ou de l'extinction de son objet.

Dans l'hypothèse où le groupement ne serait plus constitué que de deux membres, le retrait d'un membre entraînerait la dissolution du groupement.

Dans tous les cas, les membres prennent toutes les mesures utiles pour assurer la continuité du dispositif.


En cas de désaccord, il est procédé à une recherche de conciliation conformément à l'article 19 de la présente convention.

La dissolution du groupement est notifiée au préfet du département du siège du groupement dans un délai de 15 jours. Celui-ci en assure la publicité dans les formes prévues par la réglementation en vigueur.

La dissolution du groupement entraîne sa liquidation, mais la personnalité morale du groupement subsiste pour les besoins de celle-ci.

L'assemblée générale fixe les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs ; elle décide de la dévolution des biens du groupement. Ceux-ci, sauf impossibilité, seront prioritairement dévolus à une ou plusieurs institutions sans but lucratif poursuivant un but comparable à celui du groupement.

Les biens mobiliers et immobiliers mis à disposition du groupement par un membre restent la propriété de ce membre.

AS.  
Cev  




## **TITRE VI - DISPOSITIONS DIVERSES**

### **Article 21 - Avenants**

La présente convention constitutive peut être modifiée par voie d'avenant(s) adopté(s) par l'assemblée générale, selon les modalités prévues à l'article 16.

Ces modifications devront faire l'objet d'une approbation des autorités compétentes et être publiées conformément aux textes en vigueur ; l'assemblée générale qui les a adoptées donnera mandat à l'administrateur ou à toute autre personne expressément désignée à cet effet pour accomplir les formalités nécessaires.

### **Article 22 - Dispositions finales**

Mandat est donné à l'administrateur ou à toute autre personne expressément désignée à cet effet pour accomplir, pour le compte du groupement, les formalités nécessaires à l'acquisition de sa personnalité juridique.

AT  
Cev



